



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

CONTENU

Relations commerciales

Spangled US-Canada : vers une consolidation de la concertation 1

Politique commerciale régionale : l'Asie

Un point d'ancrage en Asie : un impératif économique pour les USA 1

Réalignement vers le Japon? 3

Relations commerciales

Spangled US-Canada: vers une consolidation de la concertation

Lors de la visite officielle du Président américain, Barack Obama, le Premier Ministre canadien, Stephen Harper a exprimé son intention de prendre en compte la proposition de Barack Obama d'inclure des dispositions sur les normes du travail et sur l'environnement dans la législation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Toutefois, Harper a souligné que ces nouvelles dispositions ne devaient en aucun cas affecter les autres dispositions de l'accord : « Our position is that we're perfectly willing to look at ways we can address some of these concerns, which I understand [...] without opening the whole NAFTA and unraveling what is a very complex agreement. »

Pour sa part, Obama a déclaré que l'inclusion de ces dispositions ne devait pas nuire aux relations économiques américano-canadienne : « My hope is that as our advisers and staffs and economic teams work this through, that there's a way of doing this that is not disruptive to the extraordinarily important trade relationships that exist between the United States and Canada. » Prenant l'exemple des relations avec le Canada, Obama a tenu à souligner qu'en ces temps de crise, il incombait aux États-Unis (USA) de faire valoir le côté bénéfique du commerce et d'assumer le *leadership* en matière de libre-échange. Le Président américain a également profité de l'occasion pour mettre en garde le monde contre les conséquences néfastes et contre-productives que pourrait avoir une montée du protectionnisme : « Now is a time where we've got to be very careful about any signals of protectionism, because as the economy of the world contracts, I think there's going to be a strong impulse, on the part of constituencies in all countries, to see if they can engage in beggar-thy-neighbor policies. »

Avant d'accueillir son homologue américain, Harper s'est entretenu avec *Cable News Network*. Lors d'une question portant sur la ré-ouverture de l'ALENA, Harper a déclaré que le Canada était « toujours ouvert » à de nouvelles façons d'améliorer l'ALENA pour le rendre plus efficace sans pour autant s'enliser dans une re-négociation sans fin : « [...] but there's a fine line between



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

looking at ways to make it work better and opening the agreement. If you open the agreement, I think you would get into a negotiation that would never terminate. I don't think that's what President Obama is looking for. » De la même façon, lors d'une entrevue avec la Société Radio-Canada, Obama a déclaré qu'il tenait à ce que tout ajout de dispositions dans l'ALENA se fasse prudemment en évitant de restreindre le commerce. Sur ce point, le conseiller-adjoint à la sécurité nationale de Barack Obama, Denis McDonough, a déclaré que ce n'était pas le temps de donner l'impression que les États-Unis sont moins intéressés à commercer: « That's the message that [the President will] underscore. »

Les deux chefs se sont mis d'accord pour que leur pays travaillent sur une approche commune visant à sortir l'industrie de l'automobile du gouffre. Les deux chefs d'État ont justifié leur décision d'opter pour une solution intégrée en soulignant que cette industrie fait partie de l'avant-garde industrielle nord-américaine. Ils ont annoncé la création d'un dialogue américano-canadien sur l'énergie afin d'intensifier la collaboration en matière d'acheminement des ressources, de technologie et développement d'énergies alternatives. Les deux *leaders* ont aussi déclaré qu'ils travailleront ensemble pour préparer le Sommet des Amériques qui aura lieu au début du mois d'avril à Trinidad. Enfin, Harper a déclaré que l'alliance américano-canadienne devrait servir de modèle pour montrer aux autres États qu'il est possible de forger des liens culturels, politiques et économiques interétatiques à l'image de ceux qui lient le Canada et les USA. Pour sa part, Obama s'est dit fier d'avoir choisi le Canada pour sa première visite officielle en tant que chef d'État, car après tout, le Canada est le plus proche et le plus important partenaire économique des USA. Il a également proposé que les fonds de son plan de relance économique servent à améliorer les flux commerciaux entre les deux pays en cherchant un équilibre entre des considérations sécuritaires et purement commerciales : « One of the things that I would like to see is how we can use some of our stimulus and infrastructure spending around potentially easing some of these bottlenecks in our border. I think that it is possible for us to balance our security concerns with an open border that continues to encourage this extraordinary trade relationship in which we have \$1-1/2 billion worth of trade going back and forth every single day. »

Source : Luke Engan « Harper Willing To Consider Obama Backed Labor, Environment NAFTA Fix », Inside US Trade, February 20, 2009 – Vol. 27, No »7, p.19



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

Politique commerciale régionale : l'Asie

Un point d'ancrage en Asie: un impératif économique pour les USA

Dans un rapport intitulé, *Economic Opportunities and Challenges in East Asia Facing the Obama Administration*, la Chambre de Commerce des USA a tenu à faire connaître les intérêts des entreprises et des organisations qu'elle promeut en insistant sur la nécessité « d'augmenter la cadence » en Asie. Plus concrètement, la Chambre recommande à la nouvelle administration de multiplier les missions diplomatico-économiques dans cette région du monde de façon à élargir le commerce des USA avec les grandes économies asiatiques.

Selon le vice-président de la Chambre pour les affaires internationales, Myron Brilliant, pour espérer retourner à une croissance économique soutenue, les USA doivent aller au-delà du plan de relance. En effet, selon Brilliant, il s'agit pour Washington d'élargir les opportunités commerciales pour les entreprises américaines là où le dynamisme économique est le plus fort, en l'occurrence, en Asie : « No market provides more opportunities than Asia. Our report urges the new administration to work closely with countries in the region to confront the financial crisis in ways that enhance global economic growth and open markets. Dans le rapport, Brilliant appelle l'administration Obama à construire un « nouveau consensus » impliquant l'éducation du peuple américain sur les bénéfices du commerce et de l'investissement en Asie. Le rapport demande à l'administration de faire pression (diplomatiquement) sur les pays asiatiques pour qu'ils puissent s'affranchir de leur dépendance envers des devises faibles et des économies centrées sur les exportations. Étant donné que les USA ont besoin de stimuler leur économie puisque leur population consomme moins à cause de la crise, ces pays pourraient mettre en œuvre des politiques visant à stimuler leur consommation interne en ouvrant leur marché interne aux importations américaines.

Parmi les principales recommandations figurent:

- Instaurer un dialogue régulier avec la Corée du Sud avant que l'accord de libre-échange soit mis en œuvre de façon à traiter d'importantes questions portant sur l'investissement et la disproportion des échanges — *one-way flow*.
- Instaurer un dialogue de haut-niveau avec la Chine en nommant une figure politique américaine importante (des instances de la Maison-Blanche) pour gérer les relations économiques sino-américaines.
- Organiser des rencontres inter-gouvernementales avec la Chine dans le but de favoriser les relations commerciales bilatérales.
- Discuter avec la Chine d'un traité bilatéral de haut-niveau sur l'investissement afin de régler les effets négatifs dus au commerce disproportionné (*unfair trade*)



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

et aux pratiques d'investissement du gouvernement chinois qui protègent ses sociétés d'État, nuisant ainsi à l'accessibilité ou marché interne chinois pour les entreprises américaines.

Pour lire le rapport en question, veuillez visiter:

<http://www.uschamber.com/assets/international/0902eastasia.pdf>

Source: US Chamber of Commerce, *U.S. Chamber Releases Recommendations for Increased Engagement with Asian Countries*, Press release, February 18, 2009. [En ligne]:

www.uschamber.com.

Réalignement vers le Japon?

La Secrétaire d'État, Hillary Clinton a rendu visite cette semaine au Premier Ministre Japonais, Taro Aso qui lui-même rencontrera, le 24 février le Président Barack Obama. Selon le président du *U.S.-Japan Business Council*, James Fatheree, cette visite signifierait peut-être que la nouvelle administration entend renforcer ses relations (rendues stagnantes) avec cet allié de longue date : « I think the Obama administration recognizes the importance of Japan, both for strategic and economic reasons, and is committed to help move us forward through a very difficult time. » D'ailleurs, le *U.S.-Japan Business Council* cherche depuis longtemps à rallier les gouvernements des deux pays sous un accord de libre-échange. Cependant, en raison de la crise mondiale et de la situation socio-économique interne au Japon (baisse de 13% ces trois derniers mois) de même qu'aux USA, cette idée d'un accord de libre-échange risque d'être difficile à promouvoir. Entre temps, le *U.S.-Japan Business Council* cherche à forger un bloc de coopération favorisant la signature d'accords sectoriels entre les deux pays en matière de technologie de l'information, de produits pharmaceutiques, d'appareils médicaux et de services financiers de pointe.

Dans une série de recommandations à l'administration Obama, la puissante Chambre de Commerce des USA enjoint le gouvernement américain à forger un dialogue de « haut-niveau » avec le Japon et à organiser des rencontres bilatérales semi-annuelles entre les deux pays auxquelles participeront le Bureau du représentant américain pour le commerce (USTR) ainsi que les Départements américains du Trésor, de l'Énergie et de la Justice. Dans le cadre de ces rencontres, les USA et le Japon pourraient discuter d'enjeux importants comme les droits de propriété intellectuelle (DPI), l'investissement, la concurrence, l'efficacité énergétique et le changement climatique. En ce qui concerne le commerce, la Chambre de Commerce des USA abonde dans le sens du *U.S.-Japan Business Council* en recommandant à l'administration Obama de conclure des accords sectoriels et de rendre la régulation de ces secteurs plus transparente, efficace et plus adaptée à l'innovation technologique.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

La Chambre de Commerce des USA a également formulé une importante recommandation visant à utiliser la relation privilégiée avec le Japon pour consolider la position stratégique (le point d'ancrage) des USA en Asie. Il est recommandé d'utiliser la prochaine présidence du Japon au sein de l'Organisation de coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2010 et celle des USA en 2011 pour faire avancer les intérêts américains comme l'accord de libre-échange avec Japon et la sécurité régionale. À cet égard, le vice-président de la *National Association of Manufacturers*, Frank Vargo a déclaré que le choix du Japon comme première visite d'Hillary Clinton s'explique par une volonté de montrer qu'en dépit de la grande relation commerciale que les USA entretiennent avec la Chine, le Japon constitue un allié de premier plan : « I think it's very significant that [Clinton] went to Japan first because the U.S.-Asia relationship has tended to move towards a China-centric focus. The fact that she went to Japan first, I think, indicates the significance the administration is placing on Japan. » Ceci fut encore souligné à son arrivée à Tokyo, Clinton a qualifié la relation nippo-américaine de « pierre angulaire » de leurs efforts communs pour surmonter les difficultés de la crise économique mondiale et qu'en conséquence, il n'était dans l'intérêt de personne de succomber à la tentation du protectionnisme: « The U.S. and Japan cannot afford to enter a contest to erect trade and other barriers. We have to remain committed to open and fair trade. »

En tout état de cause, la politique américaine envers le Japon peine encore à être bien définie et risque de le rester pour les prochains mois. Mais pour ce qui est de l'accord de libre-échange, le Japon attendra ce qu'il adviendra de l'orientation de la politique américaine avec la Chine. Si l'administration Obama devait succomber à la pression du Congrès pour que soit entérinée la législation S. 1607 sur l'*antidumping* pour limiter les importations chinoises et pour que plus de litiges sur la protection de la propriété intellectuelle américaine en Chine soient portés devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, il y a de fortes chances que les relations commerciales sino-américaines se refroidissent. Ceci demeure une éventualité peu probable étant donné la situation d'interdépendance économique américano-chinoise. Mais une chose est claire, la montée en puissance de la Chine inquiète beaucoup le Japon qui commence à craindre pour sa sécurité, d'où la modernisation de ses mécanismes de défense navale. En définitive, la stabilité régionale en Asie constitue un enjeu d'une importance considérable sur lequel la politique étrangère américaine sera appelée à agir.

Source : Brian Scheid, « Clinton Trip, Aso Visit Could Signal New U.S Focus On Japan », *Inside US Trade*, February 20, 2009 – Vol.27 No.7, p.16-17



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 25 février 2009

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca

